

Le mot de la rédaction

MariFrance Charette

Volume 27, numéro 1-2, 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97931ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Histoire Québec
La Fédération Histoire Québec

ISSN

1201-4710 (imprimé)
1923-2101 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Charette, M. (2021). Le mot de la rédaction. *Histoire Québec*, 27(1-2), 4-4.

Comme nous en avons pris l'habitude, le numéro de décembre est consacré au patrimoine bâti. Il faut dire que depuis quelque temps, les nouvelles se veulent encourageantes et font espérer une meilleure collaboration entre les différentes instances dont la responsabilité est de le préserver.

Début décembre, nous avons assisté au début des travaux de la Table des partenaires en patrimoine, tel que prévu dans le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives, sanctionné le 1^{er} avril 2021. Elle rassemble les représentants des municipalités et des MRC, des organismes de regroupement en patrimoine (sociétés d'histoire, musées), des ordres professionnels (urbanistes, architectes), des universitaires et des citoyens dont l'expertise contribue à mieux comprendre les enjeux en patrimoine. En tout, une quinzaine de personnes ayant un rôle conseil siègent à cette table, contribuant à ce partage d'expertise et proposant des solutions éclairées aux décisions en matière de patrimoine bâti.

Dans le même esprit de poser des gestes en faveur d'une meilleure gestion du patrimoine bâti, un programme d'aide attaché à une enveloppe de 4 millions \$, vient d'être lancé par la ministre de la Culture pour aider les municipalités et les MRC à se doter de l'inventaire patrimonial de leur territoire. C'est une bonne nouvelle pour les sociétés d'histoire qui depuis 2012, date de l'entrée en vigueur de la *Loi sur le patrimoine culturel*, se sont attelées à produire l'inventaire de leur ville, mais aussi de leur MRC, et que ces dernières ont l'obligation d'identifier les immeubles à valeur patrimoniale sur leur territoire dans les cinq prochaines années. Ces inventaires constitueront une précieuse banque de données à mettre à jour ou à compléter au besoin lorsque le temps viendra de considérer les bâtiments à sauvegarder. Bien que l'architecture, l'environnement urbain, l'intégrité et l'utilisation du bâtiment soient des éléments qu'il est coutume de considérer, la valeur historique, sociale et identitaire que documentent les sociétés d'histoire est tout aussi pertinente qu'essentielle. Il faut en revanche espérer que nos instances municipales se tourneront vers leurs organismes en patrimoine pour contribuer à la réalisation de ce mandat. L'expertise des sociétés d'histoire repose sur la qualité des archives et de la documentation historique relatives aux bâtiments, mais surtout sur l'immense force du travail bénévole nécessaire pour collecter et traiter une telle quantité d'informations.

Avant de se lancer dans le vif du sujet de ce numéro, nous soulignons les 400 ans de la création de l'état civil, établi en Nouvelle-France en 1621. Marcel Fournier nous résume les différentes évolutions qu'a connues l'enregistrement des actes et les conditions d'aujourd'hui pour y avoir accès. Restons en Nouvelle-France pour découvrir le cas étrange de Nicolas Lebel et de sa descendance. Les progrès de la généalogie génétique permettent aujourd'hui de compenser pour de nombreux actes manquants, de valider ceux existants et de les éclairer de façon tout à fait nouvelle.

Notre dossier sur le patrimoine bâti comporte cinq articles qui nous font voyager de la Beauce jusqu'au Témiscamingue en passant par le Lac Saint-Jean et Saint-Henri dans la région de Montréal. Le patrimoine bâti y affronte non seulement le temps qui passe mais aussi les fléaux de la nature. Heureusement que parfois, la bonne sainte Anne est de notre côté! Je vous laisse découvrir son pouvoir d'intervention.

Deux sujets liés à la guerre complètent ce numéro, soit l'histoire de Louis Provendier, soldat de l'armée de Lafayette arrivé à Beloeil en 1786 et celle des camps de réfugiés au Québec de 1778 jusqu'en 1802. Le destin de soldats de la guerre d'indépendance américaine qui ont trouvé refuge au Canada.

Nous avons pensé inaugurer une nouvelle chronique linguistique avec un mot de saison : « patimoire ». Pour les accros du magasinage, nous proposons l'histoire de la Maison Simons, enseigne québécoise, fruit de cinq générations d'entrepreneurs qui se sont imposés comme des incontournables de la mode canadienne. Et la chronique Histoire de lire revient pour vous suggérer quelques bons achats d'après-Noël.

Sur ce, Joyeuses Fêtes!



Vous pouvez soumettre en tout temps des textes pour parution dans le magazine.
Consultez le guide rédactionnel au www.histoirequebec.qc.ca, sous l'onglet MAGAZINE HQ.
Contactez-nous! ehq@histoirequebec.qc.ca